

Georg Lukács

*Questions
organisationnelles de
l'initiative
révolutionnaire.*

1921

Traduction de Jean-Pierre Morbois



Georg Lukács

Ce texte est la traduction de l'essai de Georg Lukács :
Organisatorische Fragen der revolutionären Initiative
(1921).

Il occupe les pages 30 à 43 du recueil *Organisation und Illusion, Politische Aufsätze III* [Organisation et Illusion, Essais politiques III.] (Sammlung Luchterhand, Darmstadt & Neuwied, 1977).



Il a été publié à l'origine dans *Die Internationale*, 3^{ème} année, Cahier 8, Berlin, 15/06/1921, pp. 298-307.

Il était jusqu'à présent inédit en français. Toutes les notes de bas de page sont du traducteur.

*Questions organisationnelles
de l'initiative Révolutionnaire.*

On l'a déjà souligné à maintes reprises, et c'est indubitablement exact : la crise du VKPD,¹ à commencer par le conflit Serrati² jusqu'à la crise Levi³ après l'action de Mars,⁴ n'est rien de plus que la répercussion effective des conditions d'admission du 2^{ème} congrès.⁵ Il fallait en effet montrer que les conditions d'admission – si on les prenait au sérieux – ne pouvaient en aucune façon être remplies par un acte unique d'acceptation, et pas non plus par la résolution de les matérialiser dans l'organisation :

¹ VKPD : *Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands* [Parti Communiste Unifié d'Allemagne] constitué en décembre 1920 par l'unification du KPD et de l'aile gauche de l'USPD.

² Lors du XVII^{ème} congrès du Parti Socialiste Italien, membre depuis 1919 de la III^{ème} Internationale, tenu à Livourne du 15 au 21 janvier 1921, se pose la question de l'exclusion des réformistes (8,5% des voix). Le centre « maximaliste », (57,2% des voix) dirigé par Serrati, la refuse. Seule la gauche (34,3% des voix) constituera le Parti Communiste. Les « maximalistes » ne rejoindront le PCI qu'en 1924.

³ Paul Levi (1883-1930), avocat communiste allemand. Dirigeant du KPD, il organise l'exclusion de la gauche antiparlementaire (KAPD), puis le congrès d'unification avec la gauche de l'USPD. En désaccord avec la politique qu'il juge « putschiste » de l'Internationale, il quitte la présidence du KPD en février 1921. L'Internationale décide son exclusion après l'action de mars.

⁴ L'« Action de mars » est, rappelons-le, une tentative de grève générale insurrectionnelle menée en mars 1921 par le Parti communiste Unifié d'Allemagne et le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne (scission « conseilliste » du KPD en 1920). Ce mouvement a été initié par la direction du Komintern (Zinoviev, Boukharine, Radek), qui a envoyé sur place plusieurs émissaires, dont Béla Kun, sans doute à l'insu de Lénine qui aurait désapprouvé cette « tactique imbécile et gauchiste ».

⁵ Le 2^{ème} congrès de l'Internationale Communiste, tenu à Petrograd en juillet 1920, fixe les conditions d'admission des Partis dans l'Internationale. *cf.* annexe.

que par elles seulement *était mis en marche le processus au terme duquel il y aurait les partis communistes véritables*. Tous les opportunistes de la troisième Internationale, de Serrati à Levi, se sont alors avec un juste instinct élevé contre elles, et ont accompagné de leur approbation – même si c’était au début prudemment et pianissimo – le hurlement de fureur du centre. La revendication de tous les centristes et opportunistes d’établir l’admission sur des conditions politiques signifie en effet qu’aucun pas ne serait effectué en direction de la constitution de partis communistes : que naîtraient des « partis de masse » de pseudo-communistes (c’est-à-dire de masses ouvrières ayant des sentiments révolutionnaires, mais peu clairs, qui seraient guidés par des opportunistes selon toutes les règles de l’« autonomie »). Cette fausse route a été définitivement barrée par les résolutions du 2^{ème} congrès. Ces résolutions ne pouvaient néanmoins qu’amorcer l’orientation du processus vers la bonne direction. Les crises dans les partis qui ont éclaté partout entre les deux congrès montrent que la clarification a déjà bien progressé, mais qu’elle n’est aucunement déjà accomplie. Ce sera la tâche du 3^{ème} congrès de condenser les enseignements de toutes des crises et de poursuivre le développement heureusement commencé.

Parmi ces enseignements, ceux de l’action de mars prennent une place tout à fait essentielle, principalement parce que le Parti et la Révolution se trouvent en Allemagne à un stade avancé. Ce qui doit tout de suite sauter aux yeux – même pour un regard extérieur – c’est d’un côté le défaut de centralisation dans l’action, le dévoilement de ce que le Parti n’était centralisé que sur le

papier, de l'autre côté que cette défaillance organisationnelle a tout de suite été comprise avec un juste instinct révolutionnaire par la masse des membres du Parti, et mise au cœur des discussions sur l'action de mars, de sorte qu'il y a sans aucun doute des perspectives fondées d'un processus de rétablissement dans ce sens.

Il y a toutefois quelque chose de surprenant : pourquoi cette défaillance organisationnelle, qui sans aucun doute était déjà là auparavant, n'est-elle apparue de manière aussi évidente que dans l'action même. La raison en réside, à mon sens, dans le fait que *centralisation organisationnelle et initiative tactique sont des concepts qui se conditionnent réciproquement*. Cette interaction est d'abord de nature technique. Car d'un côté, toute tentative du Parti de prendre l'initiative d'une manière ou d'une autre doit nécessairement rester une pure intention, devenir même carrément du verbiage, s'il n'existe pas une organisation parfaitement centralisée telle que toutes les composantes du parti, les hommes comme les institutions, soient capables de fonctionner d'un coup comme les membres d'un corps. D'un autre côté, une centralisation réalisée dans les faits va et doit, grâce déjà à sa dynamique interne, pousser en avant le parti vers l'activité et l'initiative. De même qu'aux temps du putsch de Kapp,⁶ le sentiment et la conscience de la faiblesse organisationnelle avait exercé un effet paralysant sur la Ligue Spartakiste et avait été largement coresponsable de son hésitation et indécision tactiques, de même il faut qu'une

⁶ Putsch de Kapp : tentative de coup d'État par des courants conservateurs (13 au 17 mars 1920), mise en échec par une grève générale lancée par les syndicats et les partis de gauche et d'extrême gauche.

organisation menée à son terme, par son fonctionnement, pousse aussi tactiquement le parti plus loin.

Mais cette corrélation indique en même temps le point de liaison *idéologique* de la tactique et de l'organisation, de l'initiative et de la centralisation. L'organisation révolutionnaire, le sens de l'importance de l'organisation révolutionnaire, présupposent un très haut degré de conscience de classe. Il ne suffit pas seulement pour cela d'être simplement prêt, émotionnellement, à l'action révolutionnaire – instinctive – ; la claire compréhension que nous nous trouvons dans la dernière crise du capitalisme ne suffit pas non plus. Il faut qu'il y ait la certitude inébranlable que l'instant de l'action est là : que nous nous trouvons au moment décisif où le dévouement, l'esprit de sacrifice, la subordination totale de tout un chacun déterminent le destin de la révolution. Car une organisation révolutionnaire ne peut pas se construire mécaniquement. Avant que n'existent ses conditions idéologiques préalables, la plus belle des décisions (l'acceptation des conditions d'admission) reste une simple décision. Oui, avec les meilleures intentions, avec la meilleure volonté, la décision sera prise devant les intéressés sans que sa portée et ses conséquences ne soient véritablement comprises. Ceci a été le cas presque partout avec les conditions d'admission. Même si la décision d'offensive du VKPD mérite d'être saluée, même si ses initiateurs ont considéré à juste titre qu'il n'était possible que de cette façon d'avoir une influence stimulante véritablement décisive de l'avant-garde sur la classe toute entière du prolétariat, il faut cependant tout de suite constater que justement l'avant-garde elle-même, au plan organisationnel, n'était pas mûre pour ce rôle. Il s'est en

même temps avéré ainsi qu'elle n'était pas non plus, au plan idéologique, suffisamment prête pour cette tâche.

Une telle critique ne peut ni ne doit être interprétée comme une réprobation de la tactique d'offensive. Dans un essai antérieur (*Spontanéité des masses, activité du Parti*), ⁷ j'ai donné une explication théorique suffisamment claire de mon accord de fond avec cette tactique. Mais s'il faut tirer pratiquement les leçons de l'action, il y a quelque chose qu'on ne peut en aucun cas passer sous silence : non seulement on ne doit pas, en vérité, dissimuler une quelconque « erreur » isolée, mais il faut mettre en débat ce qu'il y a justement de *symptomatique* dans chaque erreur. Sans pouvoir entrer ici dans les détails, il faut indiquer que la critique de l'action de mars a été menée des deux côtés (même si on ne peut assurément inclure Paul Levi) avec un instinct juste. Quand en effet d'un côté, la direction centrale met en avant le manque de discipline dans l'action comme source d'erreur la plus importante et veut apporter un changement par des mesures draconiennes, elle a tout à fait raison. Mais d'un autre côté, il faut également mentionner à bon droit que les communiqués de la direction centrale du Parti, tant pendant la préparation de l'action que pendant l'action elle-même, ont été déficientes. Les deux reproches visent le même point. La discipline peut et doit en effet être inconditionnellement exigée – mais elle ne peut, même avec la meilleure volonté, être efficace que si la volonté de la direction centrale qui exige la discipline, non seulement est en soi unitaire et claire sur les objectifs,

⁷ *Die Internationale*, 3^{ème} année, cahier 6, 15/03/1921, pp. 208-215.
<http://amisgeorglukacs.org/2016/10/georg-lukacs-spontaneite-des-masses-activite-du-parti.1921.html>

mais dispose en même temps des conditions préalables pour faire clairement s'exprimer la clarté sur ses objectifs. On ne peut pas dissimuler qu'en l'occurrence, de graves lacunes sont apparues. Personne ne va mettre en doute que la direction centrale ait eu en tête, dans l'action, des intentions claires et conscientes ; prétendre le contraire serait non seulement une distorsion malveillante des faits, mais détourne l'attention des questions factuelles d'organisation, où l'on peut et l'on doit beaucoup apprendre, et conduit à des disputes stériles sur les capacités personnelles de quelques-uns. Mais on peut à bon droit mettre en doute que la direction centrale ait eu à disposition, au plan organisationnel, ces moyens qui auraient en général permis une expression sans ambiguïté de son intention, une diffusion claire et multilatérale de cette intention dans tout le Parti, (ce qui est la condition préalable de la discipline.)

Maintenant, on a beaucoup dit que le VKPD était sorti de la période de propagande pour entrer dans la période des actions. Mais pour ne pas tourner en phrases creuses, ceci ne peut être compris qu'au sens d'une importance accrue de la propagande, de sa véritable organisation. Car tant que le Parti se trouve dans la défensive,⁸ les circonstances font que les défauts organisationnels de la propagande restent dissimulés. La défensive signifie en effet, finalement, que les manifestations de la vie du parti, même si elles sont par ailleurs portées par un sentiment et une conscience révolutionnaires forts, ne prennent pas

⁸ Dans un article de 1920 critiquant un essai de Lukács sur *la question du parlementarisme*, Lénine (*Le communisme*, 12 juin 1920, *Œuvres*, t. 31) écrit que « la distinction... faite entre la tactique "offensive" et la tactique "défensive" est toute imaginaire ».

leur point de départ proprement dit du Parti lui-même, mais sont déterminées par le comportement de la contrerévolution bourgeoise ou sociale-démocrate. Certes, cette limite entre initiative et réaction provoquée est floue. Le parti de masse le plus puissant, avec une volonté offensive des plus résolues, est aussi déterminé dans ses actions et ses résolutions par le comportement des groupes ennemis, etc. D'un autre côté, dépend très fortement de la volonté et de la résolution d'un petit groupe, encore si faible soit-il par ailleurs, la mesure selon laquelle il est disposé à mener des actions qui lui seraient « imposées ». En dépit de cette limite floue, la différence se manifeste toutefois justement *au plan organisationnel*. Car tant que le comportement et l'attitude du Parti ont un caractère défensif – déterminé de la sorte – il importe dans la propagande de révéler tous les faits et gestes des forces contrerévolutionnaires, effectués ouvertement ou clandestinement, afin d'accélérer par là dans le prolétariat le processus de développement de la conscience de classe révolutionnaire, afin de contribuer par l'exploitation de la situation économique et sociale au déclenchement d'actions de masse spontanées. Si en l'occurrence, une unité idéologique et tactique est absolument nécessaire dans l'action du PC, l'imperfection de son organisation ne peut guère se révéler ici. Car le caractère, déterminé de l'« extérieur », de la tactique défensive (même avec une bonne organisation), introduit dans la propagande et l'action du PC une ligne dans une certaine mesure diffuse, dispersée et non focalisée. Tant qu'il se trouve dans la période du simple rassemblement des forces, ce caractère diffus est difficile à surmonter. Le Parti doit se tourner vers les côtés les plus divers, attirer de la même façon des

forces d'intensité et de maturité les plus diverses, il doit saisir chaque occasion de se mettre en avant et de démasquer l'adversaire. Il est contraint d'être bienveillant à l'égard de mouvements nés spontanément, de sorte qu'à ce stade, on ne peut guère faire apparaître, de manière suffisamment claire ce qui, dans ce mode de travail largement diversifié et diffus, est une intention tactique et ce qui est une faiblesse organisationnelle. Tout particulièrement en propagande, il est tout à fait possible que des organes du parti soient en mesure, dans un mode « autonome », de réaliser quelque chose d'excellent : s'ils suivent seulement la ligne tactique consistant à démasquer la contrerévolution, à susciter des explosions de colère spontanées, ils peuvent – certes là-aussi seulement dans certaines limites – favoriser le mouvement de façon extraordinaire.

Ce type d'organisation dans lequel s'est trouvé presque chaque PC en dehors de la Russie n'est assurément pas l'idéal, même à ce moment précis. Mais il peut devenir un *danger catastrophique* au moment où le Parti et le mouvement se sont tellement renforcés qu'une initiative d'action, en fonction du rapport de forces, est devenue possible et nécessaire au développement ultérieur de la révolution. Certes, la propagande se rapporte, même alors, *aux mêmes objets qu'auparavant, mais sa fonction s'est néanmoins résolument modifiée* : elle doit se conformer intrinsèquement au plan établi. Ce n'est pas comme si, à partir de maintenant, le Parti était en mesure de prescrire à la révolution le déroulement et le rythme. Mais il doit par sa propagande *créer les conditions idéologiques préalables d'une action quelconque, unitaire et résolue, de l'avant-garde du PC lui-même*, et cela pas seulement

en réaction, dans un esprit révolutionnaire, au comportement de la contrerévolution, mais aussi *en agissant en rangs serrés, au plan tactique et organisationnel*, à toute occasion que le Parti considérerait comme appropriée pour une attaque. La préparation et l'accentuation de la propagande deviennent ainsi une tâche principalement organisationnelle. L'appareil doit être si fermement entre les mains du Parti qu'il opère comme un instrument unitaire. Et c'est là, à mon avis, que s'égarèrent de nombreuses critiques de l'action de mars. Il est injuste de dire que l'action du VKPD était une erreur, parce qu'elle n'a pas été comprise par la masse du prolétariat, et qu'elle a placé de ce fait le Parti dans un nouvel isolement. Car premièrement, cela n'est pas exact pour toutes les régions d'Allemagne, et deuxièmement, cela ne serait absolument pas encore une objection décisive contre l'action. Il est en effet tout à fait possible qu'une action de ce genre du Parti reste incomprise au moment de l'attaque et soit de ce fait condamnée à la défaite. Mais cette défaite peut ultérieurement être à la source d'un nouveau renforcement du Parti si apparaissent dans les faits ces conséquences économiques de la défaite (baisse de salaires et augmentation du temps de travail en Allemagne centrale) que le Parti avait voulu empêcher par son action offensive. Une pure préparation de tout le prolétariat par la propagande comme condition préalable de l'action est une utopie opportuniste. La classe sociale dans son ensemble ne peut être amenée à comprendre sa situation et les modes d'action nécessaires qui en découlent que par l'enseignement pratique de toute une série d'actions – qui sûrement vont en partie échouer. La grande faiblesse de

l'action de mars (pas dans son « idée », mais dans sa mise en œuvre) a plutôt résidé *qu'elle n'a pas été assez rapidement, ni suffisamment comprise par l'avant-garde révolutionnaire*. Une grande partie des mots d'ordre a été lancée « subitement ». Ce n'est pas qu'ils aient été incompréhensibles dans la situation donnée, et qu'ils aient été ainsi factuellement incorrects. Mais l'appareil de propagande n'y était pas adapté, ni formé. Les mots d'ordre de la direction centrale se sont trouvés comme des corps étrangers dans les organes du parti, lesquels dans leurs éditoriaux, commentaires des événements du jour, etc. sont encore à maints égards restés sur le même ton qu'auparavant. Mais d'un côté il est tout à fait certain que chaque défaillance de ce genre n'est pas à rapporter à du sabotage, et d'un autre côté, la possibilité d'un sabotage d'une telle ampleur révèle le manque essentiel d'organisation : *à savoir que l'appareil de propagande du parti a, dans une certaine mesure, fonctionné automatiquement, « de lui-même », et n'était pas au plan organisationnel aux mains de la direction centrale*. Et le fait qu'en l'occurrence, il ne s'est pas simplement agi de carences « techniques », (liaison avec la province mauvaise ou interrompue) mais qu'a manqué le principe d'organisation idéologique, montre que l'organe central du Parti a presque tout autant failli dans l'action que les organes de province. (Il va de soi que tout ce qui a été dit ici sur l'appareil de propagande est pensé comme symptomatique, et vaut encore bien davantage encore pour les autres organes du Parti.)

Il ne suffit donc pas ici de mettre en place une discipline révolutionnaire de fer, mais il faut *en même temps faire naître dans l'édification du parti les conditions préalables*

idéologiques et organisationnelles d'une telle discipline. , Cela dépendra de la réalisation dans les faits de ce positionnement que le VKPD sorte renforcé ou affaibli de l'action de mars. Si le Parti est en mesure de comprendre dans toute sa portée l'idée d'organisation révolutionnaire et d'en tirer toutes les conséquences, alors il est sorti victorieux de cette crise. S'il néglige cela, alors l'« attitude offensive » restera une simple intention qui lors d'une tentative renouvelée de réalisation apportera obligatoirement des crises encore plus graves.

Tout PC représente dans son essence une forme d'organisation supérieure à tout parti opportuniste ou centriste. Mais comme cette organisation nouvelle ne peut pas être mise sur pied simplement par la reprise de l'ancien appareil et par sa transposition aux nouveaux objectifs, mais seulement par un processus qui tout d'abord dissout et même partiellement détruit les anciennes organisations et appelle les masses à une révolte spontanée contre leur ancienne discipline de parti, il est inévitable que chaque PC ne puisse forger sa nouvelle organisation supérieure que dans de graves crises. De telles crises curatives sont à maints égards provoquées par les conditions d'admission du deuxième congrès. Mais ces crises ne peuvent conduire à une véritable guérison que si les conditions d'admission sont, non seulement acceptées, mais véritablement remplies. Ce qui cependant signifie en même temps qu'elles ne sont pas seulement conçues comme exigence de l'Internationale, et réalisées « consciencieusement », mais que le noyau idéologique qui les sous-tend est compris, tout au moins par l'avant-garde révolutionnaire, dans toute sa portée. Ce processus a indubitablement *commencé* dans le VKPD.

Tout ce qu'il faut maintenant, c'est ne pas le laisser se bloquer, mais plutôt contribuer à ce qu'il produise son plein effet.

L'indice décisif qui distingue les formes d'organisation mencheviques et bolcheviques s'est clairement fait jour dès l'époque de la première scission russe : *c'est l'exigence qui a été posée aux membres d'un parti bolchévik*. A cette époque déjà, Lénine forgeait le concept de révolutionnaire professionnel, et il a été en cela fondamentalement mal compris par tout le public en dehors de la Russie. On peut aujourd'hui tranquillement affirmer que l'opposition de Rosa Luxemburg à Lénine en 1904 a elle-aussi reposé sur une incompréhension des plus complètes de ses préconisations ; alors même que Rosa Luxemburg avait parfaitement sous les yeux la vieille structure du Parti dans laquelle elle voyait très largement – et à juste titre pour l'Europe centrale et occidentale – un élément faisant obstacle à la révolution, contre quoi elle en appelait justement à la spontanéité des masses comme élément moteur de la révolution. C'est de ce point de vue qu'elle a combattu l'exigence de Lénine de la centralisation absolue, mais elle a en même temps négligé le point saillant de la nouvelle forme d'organisation : *le plus haut degré d'exigence pour les individus membres du parti*. Ce n'est pas un hasard que tous les opportunistes – Paul Levi en dernier avec une rare clarté – en appellent toujours aux instincts les plus vils, aux faiblesses par trop puissantes des prolétaires, afin, dans le fait que ces pesanteurs terrestres exercent encore leur forte influence sur eux, de trouver une raison supplémentaire à la passivité, à la condamnation et à la dénonciation de toute action révolutionnaire. Certes, la révolution, selon les

mots de Lénine, doit justement être faite avec les hommes qui existent.⁹ Il faut cependant différencier les hommes qui sont admis dans l'avant-garde de la révolution, et surtout ce que l'on peut exiger en termes d'action et de sacrifice de ceux qui croient pouvoir se compter parmi l'avant-garde. Gorter¹⁰ et les siens ont, sous ce seul rapport, sur la question des exigences éthiques, bien compris l'idée bolchévique de l'organisation. Mais ils ont tout de suite fondamentalement gâché leur juste vue en en tirant mécaniquement des conclusions, et en en faisant une application encore plus mécaniste. Car attendre que naisse un noyau à ce point ferme que – par son exemple –, il s'étende peu à peu de sorte qu'aujourd'hui, selon Gorter, il éduque à la révolution le prolétariat pas encore révolutionnaire, n'est pas une moindre utopie que la croyance opportuniste à ces « partis de masse » qui réunissent dans leur organisation, également peu à peu, le prolétariat dans son ensemble ou tout au moins dans sa majorité, et doivent de cette manière accomplir la révolution. *Car certes, le développement du Parti Communiste et celui de la révolution prolétarienne se conditionnent réciproquement, mais leur croissance n'est en aucun cas un processus unitaire, il ne montre absolument pas un parallélisme continu.*

La distinction entre ces deux lignes d'évolution et de la plus grande importance *pratique*, parce que l'oppor-

⁹ cf. *La maladie infantile du communisme* : « on ne peut bâtir le communisme qu'avec le matériel humain créé par le capitalisme. Il n'en existe pas d'autre. » Paris, UGE 10/18, 1962, p.177.

¹⁰ Herman Gorter (1864-1927), militant néerlandais « conseiller », un des fondateurs du KAPD. cf. *Réponse à Lénine, sur « la maladie infantile du communisme »*, Paris, Librairie Ouvrière, 1920.

tunisme qui est toujours capable de cogiter une « théorie de l'évolution » changeante selon les circonstances s'aménage ici une *ligne de défense organisationnelle*. De même que tactiquement, il part de ce que la crise économique, en s'aggravant, entraîne « naturellement » et « forcément » la révolutionnarisation du prolétariat dans son ensemble que chaque PC n'a besoin que d'exploiter par sa propagande et ensuite de se propulser à la tête du mouvement qui se déclenche – de lui-même –, de même il part en matière d'organisation de ce que la naissance et la croissance du parti communiste est la simple sanction de la situation révolutionnaire des pays concernés. Cet opportunisme organisationnel est encore plus dangereux que l'opportunisme tactique, parce que le rapport entre organisation et action révolutionnaire n'a connu jusqu'à présent qu'un traitement théorique restreint et que de ce fait, son importance n'a pas non plus encore suffisamment pénétré dans la conscience des masses, de sorte que l'opportunisme qui se cache là a rarement été reconnu, et encore plus rarement démasqué comme tel.

Le camouflage opportuniste de la juste problématique, qui est tactiquement lié au problème du putsch, soulève ici le faux dilemme, au plan de l'organisation, du parti de masse ou de la secte. L'opportunisme organisationnel utilise en l'occurrence très habilement la conception du parti défendue par Gorter et ses partisans, unilatéralement éthique, irréaliste et anhistorique, pour poser la question de telle sorte qu'il ne pourrait s'agir que du choix entre une organisation de type KAPD ou de type PSI.¹¹ Ceci serait sans doute le cas si l'état de la question était en

¹¹ Parti Socialiste Italien.

vérité tel que seul serait possible, soit un rassemblement organisationnel, détaché des masses non éclairées, des communistes déjà clairs et résolus, ou une « évolution révolutionnaire » des masses elles-mêmes vers le communisme. Mais il est clair que ni la réalité historique, ni la méthode dialectique ne connaissent un *ou bien, ou bien* de ce genre. La réalisation du « règne de la liberté », l'effet historiquement décisif de l'avant-garde résolue, connaissant bien le cours de l'histoire et prête à accomplir, se déroule bien davantage *au cœur de la réalité historique, dans une interaction ininterrompue avec la crise économique objective et les masses révolutionnées par elle*. Ce que cela doit signifier tactiquement, je l'ai indiqué dans l'essai cité plus haut. Il en résulte au plan de l'organisation que l'élaboration du *noyau* consciemment révolutionnaire, du vrai groupe dirigeant à partir de la masse du prolétariat est un processus qui certes s'accomplit dans une interaction constante avec le développement subjectif et objectif de la classe sociale, *mais qui est malgré tout, dans sa nature, le fait conscient et libre de l'avant-garde*. Le principe d'organisation de ces partis, qui se trouve en clarification constante depuis la fondation du parti bolchévik russe, doit donc d'un côté s'orienter vers la consolidation idéologique et organisationnelle de ce noyau conscient. En Russie, l'avant-garde a pu entre les deux révolutions travailler pour s'élever à une clarté et conscience pleines ; en Hongrie, seul l'effondrement de la dictature des conseils a pu créer les conditions préalables idéologiques et organisationnelles d'un tel parti. Pour l'Allemagne – et probablement pour la plupart des pays d'Europe occidentale – l'état de la question est tel que déjà, des masses les plus larges ont été

si fortement saisies par l'esprit de la révolution que leur organisation a aussi adhéré à l'Internationale Communiste – avant même que ces conditions préalables aient suffisamment été présentes avec une clarté suffisante dans la conscience de l'avant-garde. La question n'est donc pas de ce fait la question statique, anhistorique, et non-dialectique : parti de masse ou secte ; mais la question dynamique issue du processus révolutionnaire et débouchant sur lui : *comment peut-on transformer un parti révolutionnaire de masse en un parti vraiment communiste ?*

Ce serait à nouveau de l'opportunisme le plus pur que de séparer cette question organisationnelle de la question tactique, et par exemple de vouloir attendre, pour la politique active, que ce travail organisationnel soit achevé. Mais ce serait une nouvelle forme de putschisme si l'on orientait la problématique (également par une séparation erronée de la tactique et de l'organisation) unilatéralement du point de vue de l'offensive révolutionnaire. Là aussi, ce qui est important, c'est l'unité indissociable de la tactique et de l'organisation. Il importe que pour chaque membre du VKPD, l'importance décisive de la centralisation révolutionnaire s'inscrive dans son ADN ; *que chaque camarade individuel qui est résolu en lui-même au combat décisif et à l'engagement de sa vie comprenne clairement ce qui est en jeu dans la solution de cette question ; à savoir que l'organisation n'est plus – comme dans les anciens partis – à traiter comme une question technique, mais comme la question idéologique suprême de la révolution.* Les débats consécutifs à l'action de mars montrent que ce processus a déjà commencé. La manière dont par exemple certains

districts ont d'eux-mêmes pris des mesures contre tout manquement à la discipline, comment avec un instinct juste, ils ont – dans l'instant – plus sévèrement sanctionné l'indiscipline parmi les permanents et les délégués du personnel que parmi les simples membres du parti etc., sont des signes d'une compréhension croissante dans cette direction. Mais ce qui est par-dessus tout important, c'est qu'il ne s'agit pas là de « mettre de l'ordre » une fois pour toutes, mais de continuer à développer cet esprit de discipline révolutionnaire.

La direction centrale doit ici avant tout prendre des mesures en toute conscience et avec un esprit d'initiative. Elle doit d'un côté créer l'appareil qui seul rend possible une discipline révolutionnaire, mais elle doit par ailleurs faire en sorte que le travail théorique approfondi de ce problème continue à progresser et que la conscience de son importance saisisse véritablement les masses. Car aussi important que soit en l'occurrence le rôle d'initiative de la direction centrale, *la centralisation d'un parti révolutionnaire est impossible à faire exister par une voie technico-bureaucratique*. L'organisation centralisée du parti est certes la condition préalable de la discipline révolutionnaire de ses membres. Mais la conscience, clarifiée dans cette direction, des membres du parti est à son tour la condition préalable de la faisabilité de cette centralisation. C'est ainsi que la question de l'organisation se révèle être une question idéologique. Les obstacles à surmonter en l'occurrence sont de nature idéologique : les reliquats idéologiques de la réification capitaliste dans la pensée et le sentiment des communistes eux-mêmes : la routine bureaucratique, l'individualisme, qui revendique la « liberté », qui considère le « petit

boulot » comme indigne de lui etc. Le danger de l'idéologie individualiste de liberté a fait aujourd'hui l'objet d'une prise de conscience dans les vastes cercles de l'opinion publique dans le parti. Mais le fait que, derrière la crainte du petit boulot organisationnel, il y a un individualisme encore plus dangereux et une réification encore plus encroûtée ; n'est en général pas encore bien connu. C'est précisément là qu'un travail idéologique et pratique approfondi du problème de l'organisation est un besoin pressant.

Ce n'est que si la question est posée de la sorte qu'on perçoit clairement combien le même problème est solidement à la base de la directive révolutionnaire tactique et de l'organisation centralisée : à savoir comprendre consciemment dans la crise mondiale, dans l'évolution de l'histoire universelle, l'approche du « règne de la liberté », la nécessité historique. Objectivement, la situation est mûre pour la révolution. Les obstacles décisifs à la victoire de la révolution sont de type idéologique. L'initiative révolutionnaire de l'avant-garde a le devoir de surmonter la crise menchevique du prolétariat. L'organisation centralisée révolutionnaire du parti communiste n'est cependant pas seulement destinée à rendre possible l'offensive, mais elle a en même temps le devoir d'épurer de fond en comble l'avant-garde, le groupe de combat, de toutes les scories de la réification capitaliste, de la rendre digne et mature de sa mission historique.

[1921]



ANNEXE

Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale Communiste

Le premier Congrès constituant de l'Internationale Communiste n'a pas élaboré les conditions précises de l'admission des Partis dans la 3^e Internationale. Au moment où eut lieu son premier Congrès, il n'y avait dans la plupart des pays que des tendances et des groupes communistes.

Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste se réunit dans de tout autres conditions. Dans la plupart des pays il y a désormais, au lieu de tendances et des groupes, des Partis et des organisations communistes.

De plus en plus souvent, des Partis et des groupes qui, récemment encore, appartenaient à la 2^e Internationale et qui voudraient maintenant adhérer à l'Internationale Communiste s'adressent à elle, sans pour cela être devenus véritablement communistes. La 2^e Internationale est irrémédiablement défaite. Les Partis intermédiaires et les groupes du « centre » voyant leur situation désespérée, s'efforcent de s'appuyer sur l'Internationale Communiste, tous les jours plus forte, en espérant conserver cependant une « autonomie » qui leur permettrait de poursuivre leur ancienne politique opportuniste ou « centriste ». L'Internationale Communiste est, d'une certaine façon, à la mode.

Le désir de certains groupes dirigeants du « centre » d'adhérer à la 3^e Internationale nous confirme indirectement que l'Internationale Communiste a conquis les sympathies de la grande majorité des travailleurs conscients du monde entier et constitue une puissance qui croît de jour en jour.

L'Internationale Communiste est menacée de l'envahissement de groupes indécis et hésitants qui n'ont pas encore pu rompre avec l'idéologie de la 2^e Internationale.

En outre, certains Partis importants (italien, suédois), dont la majorité se place au point de vue communiste, conservent encore en leur sein de nombreux éléments réformistes et social-pacifistes qui n'attendent que l'occasion pour relever la tête, saboter activement la révolution prolétarienne, en venant ainsi en aide à la bourgeoisie et à la 2^e Internationale.

Aucun communiste ne doit oublier les leçons de la République des Soviets hongroise. L'union des communistes hongrois avec les réformistes a coûté cher au prolétariat hongrois.

C'est pourquoi la 2^e Congrès international croit devoir fixer de façon tout à fait précise les conditions d'admission des nouveaux Partis et indiquer par la même occasion aux Partis déjà affiliés les obligations qui leur incombent.

Le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste décide que les conditions d'admission dans l'Internationale sont les suivantes :

1^o La propagande et l'agitation quotidiennes doivent avoir un caractère effectivement communiste et se conformer au programme et aux décisions de la 3^e Internationale. Tous les organes de la presse du Parti doivent être rédigés par des communistes sûrs, ayant prouvé leur dévouement à la cause du prolétariat. Il ne convient pas de parler de dictature prolétarienne comme d'une formule apprise et courante; la propagande doit être faite de manière à ce que la nécessité en ressorte pour tout travailleur, pour toute ouvrière, pour tout soldat, pour tout paysan, des faits mêmes de la vie quotidienne, systématiquement notés par notre presse. La presse périodique ou autre et tous les services d'éditions doivent être entièrement soumis au Comité Central du Parti, que ce dernier soit légal ou illégal. Il est inadmissible que les organes de publicité méusent de l'autonomie pour mener une politique non conforme à celle du Parti. Dans les colonnes de la presse, dans les réunions publiques, dans les syndicats, dans les coopératives, partout où les partisans de la 3^e Internationale auront accès, ils auront à flétrir systématiquement et impitoyablement non seulement la bourgeoisie, mais aussi ses complices, réformistes de toutes nuances;

2^o Toute organisation désireuse d'adhérer à l'Internationale Communiste doit régulièrement et systématiquement écarter des postes impliquant tant soit peu de responsabilité dans le mouvement ouvrier (organisations de Parti, rédactions, syndicats, fractions parlementaires, coopératives, municipalités) les réformistes et les « centristes » et les remplacer par des communistes éprouvés, — sans craindre d'avoir à remplacer, surtout au début, des militants expérimentés, par des travailleurs sortis du rang;

3^o Dans presque tous les pays de l'Europe et de l'Amérique la lutte de classes entre dans la période de guerre civile. Les communistes ne peuvent dans ces conditions se fier à la légalité bourgeoise. Il est de leur devoir de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin, capable de remplir au moment décisif, son devoir envers la révolution. Dans tous les pays où, par suite de l'état de siège ou de loi d'exception, les communistes n'ont pas la possibilité de développer légalement toute leur action, la concomitance de l'action légale et de l'action illégale est indubitablement nécessaire;

4^o Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématique et persévérante parmi les troupes. Là, où la propagande ouverte est difficile par suite de lois d'exceptions, elle doit être menée illégalement; s'y refuser serait une trahison à l'égard

du devoir révolutionnaire et par conséquent incompatible avec l'affiliation à la 3^e internationale.

5° Une agitation rationnelle et systématique dans les campagnes est nécessaire. La classe ouvrière ne peut vaincre si elle n'est soutenue tout au moins par une partie des travailleurs des campagnes (journaliers agricoles et paysans les plus pauvres) et si elle n'a pas neutralisé par sa politique tout au moins une partie de la campagne arriérée. L'action communiste dans les campagnes acquiert en ce moment une importance capitale. Elle doit être principalement le fait des ouvriers communistes en contact avec la campagne. Se refuser à l'accomplir ou la confier à des demi-réformistes douteux c'est renoncer à la révolution prolétarienne.

6° Tout Parti désireux d'appartenir à la 3^e Internationale, a pour devoir de dénoncer autant que le social-patriotisme avoué le social-pacifisme hypocrite et faux; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation « démocratique » de la Ligue des Nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes.

7° Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre et de préconiser cette rupture parmi les membres des organisations. L'action communiste conséquente n'est possible qu'à ce prix.

L'Internationale Communiste exige impérativement et sans discussion cette rupture qui doit être consommée dans le plus bref délai. L'Internationale Communiste ne peut admettre que des réformistes avérés, tels que Turati, Kautsky, Hilferding, Longuet, Macdonald, Modigliani et autres, aient le droit de se considérer comme des membres de la 3^e Internationale, et qu'ils y soient représentés. Un pareil état de choses ferait ressembler par trop la 3^e Internationale à la 2^e.

8° Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout Parti appartenant à la 3^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de « ses » impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.

9° Tout Parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du « centre ». Ces noyaux communistes

doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti;

10° Tout Parti appartenant à l'Internationale Communiste a pour devoir de combattre avec énergie et ténacité l'« Internationale » des syndicats jaunes fondée à Amsterdam. Ils doivent répandre avec ténacité au sein des syndicats ouvriers l'idée de la nécessité de la rupture avec l'Internationale Jaune d'Amsterdam. Il doit par contre concourir de tout son pouvoir à l'union internationale des syndicats rouges adhérant à l'Internationale Communiste.

11° Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de reviser la composition de leurs fractions parlementaires, d'en écarter les éléments douteux, de les soumettre, non en paroles mais en fait, au Comité Central du Parti, d'exiger de tout député communiste la subordination de toute son activité aux intérêts véritables de la propagande révolutionnaire et de l'agitation.

12° Les Partis appartenant à l'Internationale Communiste doivent être édifiés sur le principe de la centralisation démocratique. A l'époque actuelle de guerre civile acharnée, le Parti Communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise et si son organisme central est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants;

13° Les Partis Communistes des pays où les communistes militent légalement doivent procéder à des épurations périodiques de leurs organisations, afin d'en écarter les éléments intéressés et petit-bourgeois;

14° Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doivent soutenir sans réserves toutes les républiques soviétistes dans leurs luttes avec la contre-révolution. Ils doivent préconiser inlassablement le refus des travailleurs de transporter les munitions et les équipements destinés aux ennemis des républiques soviétistes, et poursuivre, soit légalement soit illégalement, la propagande parmi les troupes envoyées contre les républiques soviétistes;

15° Les Partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les reviser sans retard et d'élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans l'esprit de l'Internationale Communiste. Il est règle que les programmes des Partis affiliés à l'Internationale Communiste soient confirmés par le Congrès International ou par le Comité Exécutif. Au cas où ce dernier refuserait sa sanction à un Parti, celui-ci aurait le droit d'en appeler au Congrès de l'Internationale Communiste;

16° Toutes les décisions des Congrès de l'Internationale Communiste, de même que celles du Comité Exécutif, sont obligatoires pour tous les Partis affiliés à l'Internationale Communiste. Agissant en période de guerre civile acharnée, l'Internationale Communiste et son Comité Exécutif doivent tenir compte des conditions de lutte si variées dans les différents pays et n'adopter de résolutions générales et obligatoires que dans les questions où elles sont possibles;

17° Conformément à tout ce qui précède, tous les Partis adhérant à l'Internationale Communiste doivent modifier leur appellation. Tout Parti désireux d'adhérer à l'Internationale Communiste doit s'inti-

tuier : Parti Communiste de... (section de la 3^e Internationale Communiste). Cette question d'appellation n'est pas une simple formalité; elle a aussi une importance politique considérable. L'Internationale Communiste a déclaré une guerre sans merci au vieux monde bourgeois tout entier et à tous les vieux Partis social-démocrates jaunes. Il importe que la différence entre les Partis Communistes et les vieux Partis « social-démocrates » ou « socialistes » officiels qui ont vendu le drapeau de la classe ouvrière soit plus nette aux yeux de tout travailleur;

18° Tous les organes dirigeants de la presse des Partis de tous les pays sont obligés d'imprimer tous les documents officiels importants du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste;

19° Tous les Partis appartenant à l'Internationale Communiste ou sollicitant leur adhésion sont obligés de convoquer (aussi vite que possible), dans un délai de 4 mois après le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste, au plus tard — un Congrès extraordinaire afin de se prononcer sur ces conditions. Les

Comités Centraux doivent veiller à ce que les décisions du 2^e Congrès de l'Internationale Communiste soient connues de toutes les organisations locales;

20° Les Partis qui voudraient maintenant adhérer à la 3^e Internationale, mais qui n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique, doivent préalablement veiller à ce que les 2/3 des membres de leur Comité Central et des Institutions centrales les plus importantes soient composés de camarades, qui déjà avant le 2^e Congrès s'étaient ouvertement prononcés pour l'adhésion du Parti à la 3^e Internationale. Des exceptions peuvent être faites avec l'approbation du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Le Comité Exécutif se réserve le droit de faire des exceptions pour les représentants de la tendance centriste mentionnés dans le paragraphe 7.

21° Les adhérents au Parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale Communiste doivent être exclus du Parti. Il en est de même des délégués au Congrès extraordinaire.

in Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste 1919-1923.

Bibliothèque communiste, Librairie du travail, réimpression en fac-similé, Paris, François Maspero, 1969, pp. 39-41.

